

AVANTI, une fausse bonne idée

La problématique des transports ne peut trouver sa résolution dans le contre-projet à l'initiative Avanti. Certes, il faut agir pour trouver des solutions au trafic croissant, mais ce n'est pas en augmentant le réseau routier que nous remédierons aux problèmes récurrents des nombreux bouchons que nous connaissons. D'ailleurs, des études ont montré que si l'on construisait une troisième piste entre Lausanne et Genève, elle serait saturée avant même d'être terminée. Les Ministres européens des transports disaient déjà en 1992 que les "rocares" autour des villes attirent le trafic; en résumé, plus on fera de routes, plus il y aura de voitures. On le remarque très bien chez les Américains, qui n'ont que très peu de transports publics et qui ont tout misé sur la voiture. **A Los Angeles, l'autoroute dispose de 24 pistes et elle est toujours saturée aux heures de pointes.** Voulons-nous construire 24 pistes entre Lausanne et Genève? Est-ce cela que nous voulons léguer à nos enfants? NON, il faut aller chercher les réponses à la source, ce que les politiciens n'aiment habituellement pas faire, avouons-le...

ECOLOGIE LIBÉRALE considère que c'est effectivement le moment d'agir, mais qu'il faut soigner les causes du mal, et non juste ses symptômes. Il n'existe pas une solution unique. Une des pistes consiste par exemple à aider le citoyen à changer d'habitudes, en particulier envers les transports publics. On sait qu'il est plus facile de prendre tout de suite de bonnes habitudes lorsque l'on est jeune plutôt que de les changer plus tard. Dans ce cadre, ECOLOGIE LIBÉRALE propose que l'on offre aux jeunes, l'année de leurs 16 ans, un abonnement général CFF. Cette mesure coûtera de l'argent, bien sûr, mais il faut la considérer comme un investissement à moyen terme, puisque ce changement d'attitude peut nous faire économiser le financement de lourdes infrastructures routières, de plus coûteuses à l'entretien. Et le coût de cette opération n'a rien à voir avec les 30 milliards, voire 60 milliards selon certains partisans, que coûtera le contre-projet.

Une autre mesure envisageable est la densification des parkings d'échange pour inciter les automobilistes à prendre les transports publics. Ou encore mettre sur pied une bourse d'échange de places disponibles dans les véhicules privés, par exemple par l'intermédiaire d'un site Internet interactif. Ceci permettrait de trouver une solution adaptée, en particulier, aux besoins des régions périphériques. Ce système, plus connu sous le nom de covoiturage, résoudrait très rapidement une partie des problèmes de saturation du trafic aux heures de pointe. De plus l'investissement pour une telle mise en place est négligeable.

Si l'on envisage une dépense d'au moins 30 milliards, il faut prendre en compte son efficacité. Selon ECOLOGIE LIBÉRALE, il serait bien préférable, dans un esprit de développement durable, d'investir cet argent dans la recherche d'énergies non polluantes. Il est en effet irresponsable, au 21^{ème} siècle, de continuer à tout miser sur les énergies fossiles et de renoncer à développer les technologies et l'industrie énergétiques du futur. Nous devons penser à notre avenir et à l'avenir de nos enfants.

Enfin, l'exemple d'Expo 02 montre bien que lorsque le politique décide de mettre tout en œuvre pour promouvoir les transports publics et améliorer l'offre, on en arrive à avoir des parkings déserts et des trains bien remplis.

Une politique de droite n'implique pas la construction illimitée de routes. Une politique de droite est une politique responsable à la fois envers notre tissu économique et envers les générations futures. Ces deux objectifs ne sont pas opposés. Dans plusieurs cas, nous avons déjà démontré qu'une politique responsable peut dynamiser des secteurs de l'économie sans porter préjudice aux autres. La construction de routes n'amène aucune solution, coûte très cher à la construction et à l'entretien et crée très peu d'emplois au vu de l'argent investi. Ce n'est donc pas un apport de richesses.

Pour toutes ces raisons, ECOLOGIE LIBÉRALE s'oppose au contre-projet à l'initiative Avanti et continuera de se battre pour que de vraies décisions politiques soient prises.

Dr Isabelle Chevalley
Présidente d' ECOLOGIE LIBÉRALE